

### Position du problème :

La conférence de Copenhague, tenue du 7 au 18 décembre dernier après 3 mois de battage médiatique, aurait dû se conclure par la définition des grandes lignes de l'architecture climatique internationale post-Kyoto (post-2012). Cela n'a pas été le cas. L'« Accord de Copenhague », proposé par le Président de la conférence, prévoit seulement :

- 1) que les Etats développés engagés au titre du Protocole de Kyoto précisent, d'ici fin janvier 2010, les objectifs de réduction qu'ils souhaitent retenir à l'horizon 2020 et,
- 2) que les pays en développement fassent part, également pour fin janvier 2010, des objectifs nationaux de réduction des émissions qu'ils envisagent de mettre en œuvre.

Le bilan est décevant. Les commentaires, en particulier en Europe, qui a été écartée de la négociation finale (c'est beaucoup moins le cas aux Etats-Unis et en Chine), sont négatifs. La conférence aurait échoué.

L'objectif premier de l'intervention est de comprendre cet échec. Pour cela, une relecture des négociations et de la construction de la politique climatique depuis la fin des années 1980 est nécessaire. Elle sera menée en trois points, porteurs de trois idées-forces :

- Premièrement, le cadre d'analyse de la question climatique est à repenser (le changement climatique n'est pas un problème d'environnement comme les autres, c'est davantage un problème économique).
- Deuxièmement, les objectifs successivement envisagés sont inatteignables (le modèle du protocole de Montréal ne convient pas pour le climat).
- Troisièmement, les outils retenus sont mal adaptés (le marché américain des permis d'émission pour le SO<sub>2</sub> n'est pas un bon modèle pour le CO<sub>2</sub>).

Il en résulte que le compromis climatique devra désormais se construire aux échelles nationales, en impliquant tous les intervenants.

### Préambule :

On observe que de nombreux indicateurs démographiques, économiques, environnementaux évoluent selon des courbes exponentielles quasi parallèles depuis les années 1800, 1900 ou 1950 (selon les cas).

La période géologique nommée Holocène, qui durait depuis 10 000 ans, a bénéficié de variations de température toujours inférieures à 2 °C. C'est en train de se terminer. Nous sortons donc de cette période : le prix Nobel de chimie

néerlandais Paul Crutzen a proposé de nommer Anthropocène la période dans laquelle nous entrons, puisque tous les indicateurs montrent que l'espèce humaine est devenue une véritable force géologique.

Comment assurer dans ce cadre un travail soutenable à 4 milliards de travailleurs potentiels en 2025 ? Il va falloir nous adapter notablement...

### Les leçons de Copenhague et de son environnement médiatique :

- Il faut noter la violence des controverses, y compris entre scientifiques, qui se sont développées avant, pendant et depuis la conférence (voir par exemple sur le site du Guardian : <http://www.guardian.co.uk/environment/climate-change>)
- Il y a un débat sur le taux de CO<sub>2</sub> à ne pas dépasser pour respecter un réchauffement inférieur à 2°C. Or la part de chaque gaz à effet de serre (GES) dans le réchauffement est difficile à estimer : une même longueur d'onde dans l'infrarouge peut être absorbée par différents GES, qui sont ainsi partiellement en concurrence. Les messages simplistes sont donc difficiles à étayer scientifiquement et commencent logiquement à mal passer.
- Le sénat américain avait rejeté d'avance et à l'unanimité le protocole de Kyoto, contrairement à celui de Montréal sur l'ozone. Le président Clinton n'a donc même pas tenté de le faire ratifier. En fait, plus de la moitié des sénateurs représentent des états charbonniers : un accord international qui limiterait l'usage du charbon sans soumettre les autres grands pays producteurs (« BASIC » : Brésil, Afrique du Sud, Australie, Inde, Chine) aux mêmes règles n'aurait aucune chance d'être ratifié ; Obama n'essaiera même pas.
- L'efficacité des incitations économiques pour baisser les émissions de GES apparaît douteuse : il faudrait que la tonne de CO<sub>2</sub> émise coûte de 40 à 50 € pour rentabiliser la capture-séquestration de ce gaz ; or le prix actuel du marché européen n'est que de 13 €/t et le marché à terme le valorise à cet ordre de grandeur pour les 20 prochaines années ! En fait, il ne suffit pas d'introduire un « prix d'externalité » qui « donne un coût au carbone émis » pour inverser la tendance, si la trajectoire de croissance reste inchangée : la croissance elle-même devra être remise en cause, mais c'est encore trop tôt (politiques et opinions n'y sont pas préparés). Le message selon lequel la réduction des émissions de GES ne coûtera pas cher ne passe plus.
- Les mécanismes de marché n'auront donc qu'un effet limité, le coût du carbone ne suffisant pas à développer des technologies alternatives. Tout

au plus peut-on viser une taxe modeste destinée à alimenter un fonds d'aide international.

- Le modèle de l'accord international ne marche plus : contrairement au cas des gaz destructeurs d'ozone stratosphérique (protocole de Montréal), il n'y a pas encore de technologies de substitution ni d'alternatives économiques simples, et il y a trop d'émetteurs.

### Quel avenir ? :

On peut dire que nos économies sont passées d'un mode de production capitaliste à un « mode de production carbone », tant il repose sur les combustibles fossiles. De ce fait, nous sommes face à un problème économique, à traiter comme tel, bien plus que face à un problème d'environnement.

Il y aura bien un compromis un jour entre USA, UE et BASIC, mais à quel niveau d'émissions ?

*Question : l'UE aurait-elle le droit d'instaurer une taxe carbone à ses frontières ?*

- S'il y a un accord international sur le climat, l'OMC s'y pliera : là n'est pas la difficulté. La problématique est plutôt : comment partage-t-on l'« espace carbone » de la planète entre 6 milliards d'individus (en attendant les 9 milliards) ?